

## 1.1 Revenu des ménages en comptabilité nationale

Au niveau de la Nation, la masse des ressources disponibles de l'ensemble des ménages est mesurée par le **revenu disponible brut (RDB) des ménages**. Ce dernier prend en compte l'ensemble des revenus d'activité nets des cotisations sociales (salaires et revenus des entrepreneurs individuels hors cotisations sociales), les revenus du patrimoine (intérêts, dividendes, loyers réels et imputés), les prestations sociales en espèces et les autres transferts courants auxquels sont déduits les impôts sur le revenu et le patrimoine. En 2023, le RDB des ménages s'accroît en valeur de 8,0 %, davantage que les années précédentes (+5,2 % en 2022, et +4,8 % en 2021) ► **figure 1**.

Les revenus d'activité nets augmentent en 2023, mais moins que les années précédentes (+5,0 %, contre +7,2 % en 2022 et +7,7 % en 2021). Le revenu moyen par tête progresse fortement, porté par la revalorisation du Smic (+5,4 % en moyenne sur l'année 2023) et celle du point d'indice de la fonction publique (+2,4 %). En revanche, la progression du volume d'emploi salarié en équivalent temps plein s'atténue : +1,0 % en 2023, contre +2,4 % en 2022 et +3,0 % en 2021. Les prestations sociales en espèces versées aux ménages progressent (+4,7 %, après +1,7 % en 2022). En particulier, les pensions de retraite augmentent de 5,2 %, sous l'effet de la revalorisation en année pleine de juillet 2022 et d'une revalorisation résiduelle début 2023.

Les revenus du patrimoine augmentent fortement (+17,4 % en 2023, après +6,4 % en 2022), avec la hausse des intérêts reçus sur les dépôts bancaires. Toutefois, cette hausse résulte du traitement comptable des flux d'intérêts qui sont enregistrés pour partie en consommation d'un service d'intermédiation financière fourni par les institutions financières. Le taux de référence auquel les banques se prêtent entre elles au jour le jour a presque été multiplié par quatre, passant de 1,0 % en 2022 à 3,9 % en 2023. Cette hausse, qui concerne surtout les intérêts liés aux dépôts, s'est traduite quasi intégralement par une augmentation en valeur de ces services d'intermédiation financière, portée par un effet

prix. La remontée des taux d'intérêt a donc entraîné à la fois une hausse des intérêts perçus par les ménages, mais aussi une hausse des prix des services financiers consommés. Ainsi, l'effet de la croissance des revenus du patrimoine sur le pouvoir d'achat est modéré.

Les impôts courants sur le revenu et le patrimoine ralentissent (+2,2 % en 2023, après +7,5 % en 2022). L'indexation du barème de l'impôt sur le revenu sur l'inflation diminue le rendement de l'impôt sur le revenu, et la dernière étape de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales réduit le montant des impôts sur le patrimoine. Ces facteurs de baisse sont compensés par la hausse des recettes issues de la contribution sociale généralisée (CSG) et de la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) (+4,4 %, après +9,4 % en 2022).

Malgré la forte hausse du RDB en valeur, le **pouvoir d'achat du RDB des ménages** ne progresse que de 0,8 % en 2023, en lien avec la nette reprise de l'inflation (+7,1 % en 2023, contre +4,9 % en 2022 et +0,8 % en moyenne entre 2011 et 2021) ► **figure 2**. Hors services financiers, la hausse des prix est particulièrement marquée pour les produits énergétiques (gaz et électricité, +16,9 %) et les produits agroalimentaires (+12,8 %). Cet indicateur global ne reflète toutefois pas l'évolution individuelle moyenne du pouvoir d'achat. Rapporté au nombre d'**unités de consommation (UC)** pour tenir compte de l'évolution du nombre et de la composition des ménages, le pouvoir d'achat par UC croît de 0,3 % en 2023, après avoir diminué de 0,4 % en 2022.

Sur longue période, le pouvoir d'achat du RDB a été multiplié par 5,3 depuis 1960 ► **figure 3**. Rapporté au nombre d'UC, le pouvoir d'achat du RDB a été multiplié par 3,2 par rapport à son niveau de 1960. Depuis 2010, le pouvoir d'achat du RDB a augmenté en moyenne de 1,0 % par an ; rapporté au nombre d'UC, l'augmentation est plus modérée (+0,4 % en moyenne par an). ●

### ► Définitions

**Revenu disponible brut (RDB) des ménages, pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB) des ménages, unités de consommation (UC)** : voir Glossaire.

### ► Pour en savoir plus

« Les comptes de la Nation en 2023 », Insee Première n° 1997, mai 2024.

## ► 1. Décomposition du revenu disponible des ménages

Composante du revenu disponible brut	Montant (en milliards d'euros)		Évolution annuelle en euros courants (en %)		
	2022	2023	2021/2020	2022/2021	2023/2022
<b>Revenu d'activité net (a)</b>	<b>1 019,6</b>	<b>1 070,8</b>	<b>7,7</b>	<b>7,2</b>	<b>5,0</b>
Salaires et traitements	1 406,5	1 480,5	7,6	7,3	5,3
Revenu mixte brut <sup>1</sup>	131,8	137,3	7,3	4,9	4,2
Cotisations sociales	-518,8	-547,0	7,2	6,8	5,5
<b>Revenu du patrimoine (b)</b>	<b>339,4</b>	<b>398,5</b>	<b>7,8</b>	<b>6,4</b>	<b>17,4</b>
Revenus de la propriété reçus diminués des revenus versés <sup>2</sup>	115,4	136,5	24,0	9,9	18,3
Excédent brut d'exploitation <sup>3</sup>	224,0	262,0	1,3	4,7	17,0
<b>Prestations sociales en espèces (c)</b>	<b>567,9</b>	<b>594,6</b>	<b>-1,4</b>	<b>1,7</b>	<b>4,7</b>
<b>Impôts sur le revenu et le patrimoine<sup>4</sup> (d)</b>	<b>-267,7</b>	<b>-273,6</b>	<b>3,5</b>	<b>7,5</b>	<b>2,2</b>
<b>Solde des autres transferts courants (reçus moins versés)<sup>5</sup> (e)</b>	<b>-15,9</b>	<b>-16,0</b>	<b>19,3</b>	<b>-8,3</b>	<b>0,5</b>
<b>Revenu disponible brut (f=a+b+c-d+e)</b>	<b>1 643,4</b>	<b>1 774,4</b>	<b>4,8</b>	<b>5,2</b>	<b>8,0</b>

1 Revenus issus de la production des entrepreneurs individuels.

2 Intérêts, dividendes, revenus des placements en assurance-vie.

3 Loyers imputés aux propriétaires occupant leur propre logement et revenus tirés de la location de logements nets de taxe foncière et d'intérêts d'emprunt.

4 Principalement impôt sur le revenu (IR), contribution sociale généralisée (CSG), contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS), taxe d'habitation (TH) et impôt sur la fortune immobilière (IFI).

5 Essentiellement primes et indemnités d'assurance-dommages.

**Lecture :** Entre 2022 et 2023, le revenu disponible brut des ménages augmente de 8,0 %.

**Source :** Insee, comptes nationaux, base 2020.

## ► 2. Du revenu disponible des ménages au pouvoir d'achat

Indicateur	Montant (en milliards d'euros)		Évolution annuelle en euros courants (en %)		
	2022	2023	2021/2020	2022/2021	2023/2022
Revenu disponible brut	1 643,4	1 774,4	4,8	5,2	8,0
Indice du prix de la dépense de consommation des ménages	///	///	1,4	4,9	7,1
Pouvoir d'achat	///	///	3,4	0,3	0,8
<b>Pouvoir d'achat par unité de consommation</b>	<b>///</b>	<b>///</b>	<b>2,8</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,3</b>

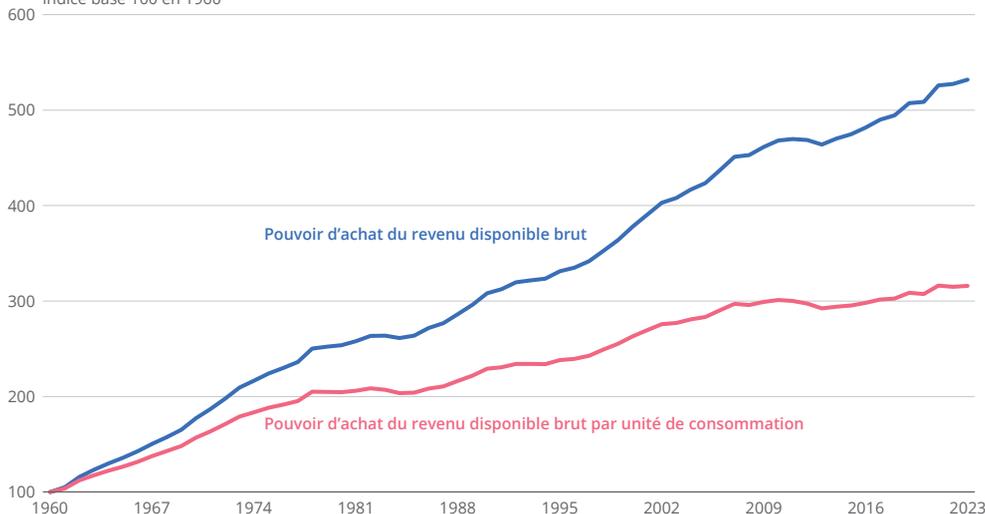
/// : absence de résultat due à la nature des choses.

**Lecture :** Entre 2022 et 2023, le pouvoir d'achat des ménages par unité de consommation augmente de 0,3 %.

**Source :** Insee, comptes nationaux, base 2020.

## ► 3. Évolution du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages

indice base 100 en 1960



**Lecture :** Entre 1960 et 2023, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut a été multiplié par 5,318 (indice 531,8, base 100 en 1960).

**Source :** Insee, comptes nationaux, base 2020.